



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 24 septembre 2024

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

2024 - 147 RENOUELEMENT URBAIN
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE
PROROGATION DE LA CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE
ENTRE LA VILLE DE GRASSE ET LA SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M²
CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

**VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL**

2024 - 147

DU 24 SEPTEMBRE 2024

**RENOUVELLEMENT URBAIN
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE
PROROGATION DE LA CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE
ENTRE LA VILLE DE GRASSE ET LA SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Par délibération n° 2023-227 du 5 décembre 2023, une avance de trésorerie était accordée par la ville de Grasse à la SPL Pays de Grasse Développement au bénéfice de l'opération d'aménagement du quartier Martelly, dont la réalisation lui a été confiée dans le cadre de la concession d'aménagement.
Compte tenu de l'avancée de l'opération, il est vous est proposé de proroger la convention et le délai de remboursement des fonds d'une année, soit du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES	2745 Dépenses – 2745 Recettes	3 000 000 €

Monsieur le Maire expose :

Vu les articles L. 300-4, L. 300-5, L. 311-1 et suivants et R. 311-1 et suivants du Code de l'urbanisme,

Vu les articles L. 1521-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.1523-2, 4°,

Vu l'article 17 de la concession d'aménagement, qui prévoit que la SPL Pays de Grasse Développement puisse solliciter la ville de Grasse pour des avances de trésorerie temporaires dans les conditions de l'article L.1523-2, 4° du CGCT,

Vu la délibération en date du 5 décembre 2023 approuvant le projet de concession d'aménagement entre la ville de Grasse et la SPL Pays de Grasse Développement,

Vu la délibération en date du 5 décembre 2023 approuvant l'avance de la trésorerie et la convention annexée,

Vu le projet d'avenant de la convention d'avance temporaire de trésorerie joint en annexe,

Considérant que par délibération en date du 7 novembre 1996 et ses différents avenants, le Conseil Municipal a décidé de confier l'aménagement et l'équipement de l'opération d'aménagement du centre historique à la SPL Pays de Grasse Développement, selon les stipulations d'une concession d'aménagement répondant aux conditions définies aux articles L. 300-4 et suivants du Code de l'urbanisme ;

Considérant qu'aux termes de cette convention, il est prévu à l'article 17, conformément à l'article L.1523-2, 4° du CGCT, la possibilité de versement d'une avance temporaire de trésorerie effectuée par la ville de Grasse à la SPL Pays de Grasse Développement, au bénéfice de l'opération d'aménagement dont la réalisation lui a été confiée dans le cadre de la concession d'aménagement précitée ;

Considérant que l'avancée de l'opération aura des impacts sur la trésorerie de la Concession au-delà de la fin de l'exercice budgétaire 2024, notamment sur le premier trimestre 2025.

Considérant que le besoin estimé maximum de trésorerie reste fixé à 3 000 000 euros, il vous est proposé de proroger son délai de remboursement d'une année soit du 31/12/2024 au 31/12/2025 ;

Considérant que ce montant reste le plafond maximum de l'avance de trésorerie de la Ville qui pourra être versé à la SPL Pays de Grasse Développement,

Dans ce sens, le projet d'avenant de la convention d'avance de trésorerie soumis à l'approbation du Conseil Municipal modifie les articles 2, 3 et 5 de la convention initiale.

Cette avance étant budgétaire, les crédits sont inscrits à la Décision Budgétaire Modificative n° 2 sur le chapitre 27 en dépenses et en recettes (compte 2745) pour un montant de 3 000 000 €.

Par ailleurs, l'avance de trésorerie consentie par la ville de Grasse dans le cadre de la présente convention ne donnera toujours pas lieu à versement d'intérêts au profit de la ville de Grasse, afin de ne pas augmenter le montant des dépenses au bilan financier de l'opération, dont la ville de Grasse est garante de l'équilibre d'opération sur sa participation communale.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le projet d'avenant de convention d'avance temporaire de trésorerie ci-joint, modifiant notamment le délai de remboursement de l'avance du 31/12/2024 au 31/12/2025 ;
- **DIRE** que les crédits seront inscrits à la Décision Budgétaire Modificative sur le chapitre 27 en dépenses et en recettes (compte 2745) pour un montant de 3 000 000 € ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention d'avance de trésorerie avec la SPL Pays de Grasse Développement ;
- **NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Trésorier Municipal et à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.



Deliberation affichée le **25 SEP. 2024**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT COMPTABLE
Le Maire.

Étienne Du...

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Valérie Copin



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le **25 SEP. 2024**